

## PV de séance

### Examen conjoint de la procédure de déclaration de projet pour la reconstruction de la résidence Jules Rousse

Affaire : Reconstruction Jules Rousse – Tarascon sur Ariège

Objet : Réunion d'examen conjoint

Date : 12 juillet 2022 - 15h

#### Personnes présentes

| Structure représentée                           | Représentant  |
|---|---|
| <b>Maîtrise d'ouvrage</b>                       |   |
| CHIVA et CHJR                                   | Mme Sanmartin   |
| Altereo   | M. Pesquier<br>Mme Chaize-Riondet                                       |
| <b>Autres structures compétentes concernées</b> |   |
| Mairie de Tarascon-sur-Arège                    | Mme Boudenne  |
| SMDEA   | Mme Cavaillès   |
| Syndicat des Eaux du Sabarthès                  | Mme Pires<br>M. Deffarges   |
| <b>Personnes publiques associées</b>            |   |
| CD 09   | M. Dejean<br>M. Sable   |
| DDT 09  | M. Defos<br>Mme. Perschke   |
| Syndicat du SCoT Vallée de l'Ariège             | Mme Coureau<br><i>M. Fromentin (excusé)</i><br><i>M. Rouan (excusé)</i> |
| CC Pays de Tarascon                             | <i>Excusé : transmission d'un courrier</i>                              |
| CCI Ariège                                      | M. Dubrulle   |
| Chambre d'Agriculture Ariège                    | M. Riols  |

## Elements de contexte apportés par la maitrise d'ouvrage et les autres structures concernées

### CHIVA et CHJR

- Signale quelques changements administratifs avec le changement de statut de la résidence :
  - Il n'y a plus de conseil de surveillance mais un conseil d'administration
  - Il y a un nouveau logo
- Toutes les prescriptions inscrites dans le dossier, et en particulier les dispositions environnementales pour la préservation du corridor écologique, ont bien été prises en compte par les candidats du concours d'architectes mené en parallèle. Les résidents seront accueillis dans un cadre qualitatif.

### Mairie

- Constat partagé sur le fait que les personnes qui arrivent en établissement sont de plus en plus dépendants et nécessitent d'être mis en sécurité. Il est impossible d'envisager de laisser librement circuler ces personnes en autonomie. A Banat il y aurait la possibilité, pour ceux qui le peuvent, de faire des promenades accompagnées en sécurité.
- Rappel des problématiques actuelles : il est urgent de reconstruire l'établissement qui n'est plus aux normes et qui fonctionne difficilement aujourd'hui.

### SMDEA

- Le syndicat propose son accompagnement technique quel que soit la solution d'assainissement retenue.
- Il est rappelé que la solution autonome est possible à condition d'avoir les autorisations pour le rejet des eaux épurées.

### Syndicat des eaux du Sabarthès

- Dans la situation actuelle du réseau, l'alimentation en eau potable de l'établissement est possible mais il y a une prise de risque en cas de pic de consommation ou d'incident technique.
- Une étude de modification de la distribution a été menée pour faire disparaître ce risque : le nouveau schéma garantit un débit et un volume suffisant même en cas de pic grâce à une alimentation directe (déconnection du réservoir de Rabat).
- Un branchement de secours serait mis en place sur le réservoir de Lacombe : il garantit l'alimentation de l'EHPAD, même en cas de coupure pendant 24h avec une qualité de l'eau adaptée à celle attendue pour cet établissement
- Cette nouvelle distribution permet de répondre aux besoins dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement et dans le cadre de sa défense incendie.
- A la demande du conseil départemental, la note technique du projet de modification de la distribution est annexée au présent PV.

## Avis exprimés par les Personnes Publiques Associées

### CD09 : très favorable à ce projet

- Le conseil départemental est très favorable à ce projet et souhaite émettre quelques remarques sur le contenu du dossier afin de le consolider :
  - Le terrain est concerné (à la marge) par un risque de ruissellement à ne pas confondre avec un risque inondation. Il n'y a pas de risque inondation sur le site.
  - Même avant la modification du PPRn, l'implantation du bâtiment est hors de la zone concernée par le ruissellement.
  - Il s'agit bien d'une noue pluviale (et non un fossé) qui traverse le site et qui ne sera en eau que lors d'épisodes pluvieux importants.
  - Page 27 de la notice explicative, il y a une correction orthographique à apporter sur « aire d'influence ».
- Sur la question du choix du site, il souhaite émettre les rappels suivant :
  - Le département rappelle qu'il met à disposition le foncier pour le projet. C'était aussi le cas pour l'autre terrain envisagé sur la commune de Quié. Les sites d'implantation envisagés doivent être réalistes sur le plan technique et réellement mobilisables. Il faut prendre avec prudence la notion d'exhaustivité, qui est une valeur relative. Quand peut-on considérer que de manière "exhaustive" tous les sites auront été étudiés et analysés ? Ce projet de reconstruction est évoqué depuis de nombreuses années. Dans le cadre de l'actuelle procédure 5 sites ont été comparés; le site actuel de la résidence, les terrains de Quié, Lacombe, Surba et Banat. Sauf à ne vouloir rien faire le temps laissé à cette investigation semble très largement suffisant.

- En ce qui concerne le terrain de Quié, l'option du déplacement de la ligne HT a souvent été mentionnée sans avoir jamais réellement été instruite par un maître d'ouvrage.
  - La dépendance des résidents est aujourd'hui très forte. Il n'est pas question pour eux d'aller boire un café le matin ou de faire leurs courses à pied. Les futurs résidents ne seront pas moins dépendants (au contraire) car l'objectif de cet établissement sera d'accueillir des personnes présentant une dépendance très lourde. M. Dejean souligne qu'il est fallacieux d'envisager que les futurs résidents pourraient être plus mobiles qu'actuellement.
  - Ce terrain est celui qui présente le moins de nuisances. C'est un cadre de vie adapté pour les résidents alités. Certains opposants évoquent une implantation sur le foncier du projet de déviation : ce n'est pas un cadre de vie adapté.
  - L'accès à la résidence est très difficile actuellement.
  - Les autres secteurs envisagés (Lacombe et Surba) en 2016 ne comportaient pas moins d'enjeux du point de vue de la biodiversité.
- Le CD demande enfin d'intégrer la note technique du syndicat des eaux au PV de la présente séance et au dossier de la procédure.

#### **Etat / DDT : avis favorable**

- Il est à souligner que les services de l'État ont été correctement associés à la procédure de déclaration de projet. Les observations émises par la DDT ont été prises en compte.
- L'État émet un avis favorable sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du SCOT de la vallée de l'Ariège, ainsi que celles proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU de Tarascon-sur-Ariège, et souhaite que soient prises en compte après enquête publique, les observations complémentaires suivantes :
  - Dans le cadre de la procédure en cours de révision du plan de prévention des risques sur la commune de Tarascon-sur-Ariège, un projet de cartographie du zonage a été établi et diffusé (juillet 2022). Il est demandé, pour éclairer le dossier, que les éléments relatifs à cette révision du PPR, menée en parallèle, figurent à titre informatif au dossier.
  - De même, le dossier pourrait être utilement complété par les derniers éléments relatifs à la desserte en eau potable transmis par le syndicat des eaux du Sabarthès.
- La DDT rappelle que ce projet sera intégré dans le bilan de consommation foncière à l'échelle de l'intercommunalité et devra ainsi être pris en compte dans les bilans préalables à l'élaboration du PLUi et du SCOT. La DDT recommande de veiller, au stade du projet, à la limitation de l'artificialisation du sol (emprise au sol du projet et de ses voiries, perméabilité des parkings)
- La DDT informe que le projet est également soumis à avis de l'Autorité Environnementale et que cet avis devra être joint à l'enquête publique, de même que l'avis de la CDPENAF et le bilan de la concertation.

#### **SCOT**

- Le bureau du syndicat du SCOT s'est exprimé le 16 juin : reconnaissant l'intérêt général et l'urgence du projet, il prend acte du projet de déclaration du projet mais regrette que le SCOT n'ait pas été associé durant les phases de recherche foncière.
- Le SCOT demande d'apporter dans le dossier des compléments sur :
  - l'écartement de l'hypothèse d'une démolition/reconstruction sur le site actuel,
  - les incidences sur l'environnement et le paysage,
  - un engagement de concertation sur des solutions de desserte alternatives,
  - le traitement de la friche de l'établissement actuel.
- L'avis écrit complet du SCOT est annexé au PV de la réunion.

#### **CCI : avis favorable**

- La CCI émet un avis favorable.
- L'avis écrit complet de la CCI est annexé au PV de la réunion.

#### **Chambre d'agriculture : avis favorable**

- La CA émet un avis favorable.
- L'avis écrit complet de la CA est annexé au PV de la réunion.

**CCPT** : Aucun représentant de la CCPT n'ayant participé à la réunion d'examen conjoint, un avis écrit a été transmis en amont de la séance et est annexé au PV de séance.



Syndicat Mixte du SCoT Vallée de l'Ariège  
Parc Technologique Delta Sud  
78 rue Marie Curie  
09 340 Verniolle



## DECISION N°07-2022

### Avis portant sur le projet de Déclaration de Projet EHPAD de Tarascon entraînant mise en compatibilité du SCoT et du PLU

*Date : 07/06/2022*

*Emetteur : Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège – Pôle Urbanisme*

*Destinataire(s) : maître d'ouvrage du projet de déclaration – Réseau CHIVA*

Vu la délibération du Conseil syndical n°11-2020 du 22 septembre 2020 disposant des délégations d'attributions transférées du Conseil au Président ;

Vu la délibération du Conseil syndical n°06-2022 du 15 mars 2022 complétant les délégations d'attribution transférées du Conseil au Président sur le volet Urbanisme ;

Considérant le Centre Hospitalier Intercommunal des vallées de l'Ariège (CHIVA), désigné comme établissement support de cette procédure de déclaration de projet, en qualité de propriétaire de la résidence Jules Rousse, établissement autonome à vocation d'hébergement et de soins de personnes âgées dépendantes ;

Considérant la procédure en cours concernant deux volets :

- la déclaration de projet, visant à reconnaître « d'intérêt général », le projet de reconstruction de la résidence Jules Rousse,
- la mise en compatibilité du SCoT et du PLU, nécessaire à ce projet.

Considérant le Conseil départemental de l'Ariège, actuel propriétaire foncier du potentiel terrain, cédé par la suite, à l'établissement Jules Rousse / le CHIVA, en vue de la relocalisation du site de l'EHPAD de Tarascon ; terrain portant sur un délaissé du Parc de la Préhistoire de Tarascon, dépendant du réseau du SESTA,

Le Président du Syndicat de SCoT, en appui du Bureau syndical en séance du 7 juin 2022 rend l'avis suivant ; avis qui sera annexé au compte-rendu de séance de la réunion d'examen conjoint arrêtée le 12 juillet 2022.

## RELEVÉ DES REMARQUES AU REGARD DU SCOT ET DU PCAET (DOCUMENTS-CADRE OPPOSABLES AU TIERS)

### 1. La détermination du site de relocalisation

Le Syndicat de SCoT rappelle qu'il n'a pas été associé dans le cadre de son expertise et de ses compétences Aménagement/Urbanisme/Transition écologique et énergétique, à la recherche de terrains fonciers, ni même à la détermination des critères d'appréciation des sites ayant concouru au choix du site de relocalisation retenu (cf. étude A2MO Montauban – mai 2016).

Rappelons que le Syndicat de SCoT, dans le cadre des travaux menés entre 2011 et 2014 en appui des élus locaux dont la mairie de Tarascon, avait identifié préférentiellement, le site de la Commune de Quié en zone de conurbation avec Tarascon (secteur non bâti en dent creuse, inséré au sein de l'armature urbaine de Pôle Tarasconnais SCoT). N'en témoigne le PADD SCoT – 2015 - exprimant à ce sujet :

#### **8.7. DEVELOPPER UNE STRATEGIE DE PROGRAMMATION D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES STRUCTURANTS « D'ECHELLE SCOT »**

##### **Un équipement structurant à l'échelle du SCoT c'est quoi ?**

Il a été convenu :

- ✓ que le développement des formations d'enseignement supérieur, devait pouvoir s'effectuer autour du pôle universitaire de Foix ;
- ✓ que celui des **structures hospitalières** devait pouvoir s'effectuer autour du pôle de santé du CHIVA, sans oublier le projet Hospitalier en cours de réflexion sur la Haute Ariège (Ax-Les-Thermes / Tarascon sur Ariège) souhaité sur la commune de Quié (pôle tarasconnais) ;
- ✓ qu'en conséquence, les équipements structurants véritablement concernés par la réflexion menée au sein du SCoT visaient principalement ceux que les communes ou intercommunalités ne pouvaient s'offrir aujourd'hui séparément dans les domaines du Sport, de la Culture, des Loisirs, de l'évènementiel et des services, alors qu'avec le temps, leur réalisation et leur gestion pourraient parfaitement s'envisager à l'échelle d'un territoire de 100 000 habitants par le biais de la création d'un Syndicat mixte ou d'une SEM.

Au sein du Dossier, il est relevé que le site de Quié a été écarté du choix de relocalisation, du fait de la présence d'une ligne HT de RTE, confirmé par un refus de l'ARS Occitanie.

Enfin, à l'heure des injonctions règlementaires liées à la Loi Climat et Résilience en matière de sobriété foncière, l'hypothèse d'une démolition ou d'une reconstruction sur le site actuel aurait pu être traitée (hypothèse retenue pour le projet de reconstruction de l'EHPAD de Belissen à Foix, établissement sous propriété du CHIVA). Aucune information n'est portée dans l'actuel projet de déclaration sur l'écartement de cette hypothèse : le Syndicat de SCoT demanderait à ce que l'écartement de cette hypothèse soit explicité et argumenté au sein du Rapport.

**Pour conclure, le Syndicat de SCoT constate que les parties prenantes n'ont pas su proposer de site(s) alternatif(s) face à l'urgence sanitaire que représente la mise en sécurité de la patientèle ainsi que les conditions de travail du personnel de santé.**

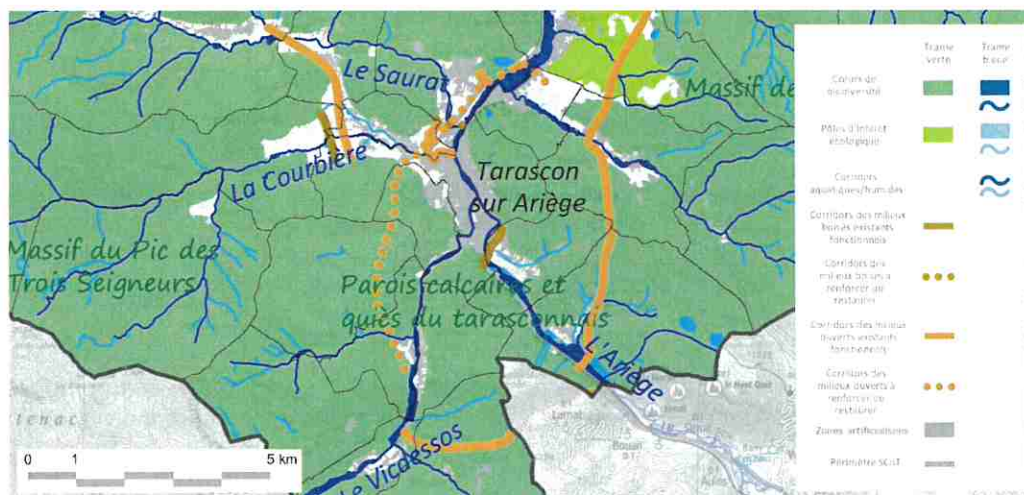
### 2. Le site de projet et les enjeux environnementaux SRCE / SCoT / PLU

Tenant au volet aménagement et stratégie environnementale, sur le site pressenti, rappelons que l'artificialisation des sols en cette partie du territoire national, soumis à la Loi Montagne et à de nombreux enjeux de biodiversité, ne peut jamais se révéler neutre. En effet, l'extension urbaine d'un site anthropisé peut être la cause d'une érosion substantielle du socle naturel.



Malgré l'analyse environnementale décrite dans le projet de déclaration tendant à minimiser les enjeux sur le secteur pressenti, ce dossier de déclaration :

- tend à minimiser la fonctionnalité d'un corridor écologique identifié au regard du SRCE Midi Pyrénées, décliné au sein du document SCoT, entré en vigueur dès mai 2015,
- ne révèle pas l'incompatibilité avec le document PLU approuvé le 11 avril 2016, rendu compatible avec le SCoT et plus largement avec le SRCE Midi-Pyrénées,
- tend à identifier une potentielle « prairie humide » par présence d'eaux de ruissellement qui n'a pu être investiguée.



En effet, il est rappelé qu'au titre du DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs SCoT), en appui de la **Prescription n°8 : Prescriptions relatives à la transcription des Réservoirs de biodiversité dans les documents d'urbanisme locaux** :

« au sein des Réservoirs de biodiversité, les documents d'urbanisme locaux doivent assurer une protection foncière stricte, au travers de la mise en œuvre d'un zonage adapté aux sensibilités environnementales établies au regard de leur état initial de l'environnement en identifiant :

- des zones  $N_{TVB}$  de protection stricte ;
- des zones  $N$  à règlement adapté pour autoriser certains équipements publics d'intérêt général ou des activités liées à l'exploitation de la ressource forestière ou aux carrières de roches massives, en justifiant du besoin et de l'absence d'alternative ;
- des zones  $A_{TVB}$  pour les secteurs faisant l'objet d'une pratique agricole ou potentiellement exploitables. »

Ce qui avait justifié au titre du **PLU approuvé en 2016 mis en compatibilité avec le SCoT**, le classement d'une partie de la zone pressentie en  $N_{TVB}$ , n'autorisant que les constructions nécessaires au fonctionnement des services publics ou liés à des réseaux d'infrastructure à condition qu'elles soient justifiées, qu'elles ne portent pas atteinte à l'intégrité du site **et qu'elles ne peuvent pas être réalisées dans un secteur moins sensible**.

Tenant au socle environnemental, le rapport mériterait d'être complété sur les incidences sur l'environnement et le paysage.

### 3. Le site de projet et les enjeux d'aménagement SCoT / PCAET intégrant un volet Mobilité (cf. Plans de Déplacements SCoT)

La satisfaction des patients comme du personnel soignant est liée à l'amélioration des flux à l'appui d'une identification précisée des besoins par publics visés. A ce titre, le site actuel présentait l'avantage d'être parti intégrant du tissu aggloméré de la commune de Tarascon, à deux pas des commodités offertes par le centre-ville. Un EHPAD reste un lieu ouvert : ses usagers peuvent bénéficier ainsi des administrations, commerces et restaurants situés à proximité. Situé ex-nihilo, l'établissement ne

présentera plus les mêmes conditions liées à la proximité du centre-ville pour le personnel soignant et les visiteurs.

De plus, le dossier relève que le site pressenti limiterait les besoins en déplacement. Rappelons que l'EHPAD de Tarascon est actuellement considéré comme le plus important employeur de ce bassin de vie avec près d'une centaine de salariés, sans considérer les visiteurs potentiels des patients hébergés. Bien que ce site présente une accessibilité routière facilitée pour le personnel de santé au regard de la jonction avec la RN20-E9, ce dernier ne permet pas d'utiliser les services alternatifs à la voiture individuelle :

- absence d'une desserte par la ligne régionale liO 453, hors ligne estivale assise sur un service ponctuel,
- absence d'une desserte par le réseau de Transport à la Demande intercommunal,
- absence d'une desserte d'un réseau cyclable ou de covoiturage-autopartage effectif.

Les usagers du site n'auraient pas d'autres solutions de mobilité, que la voiture individuelle. A l'inverse, le site actuel dispose d'une desserte routière en matière de transport en commun (arrêt Avenue Victor Pilhès – ligne liO 453 présent à 600m), permettant de diminuer le recours à la voiture. Même s'il peut être reconnu que l'accès à l'établissement présente une forte déclivité depuis le centre-ville, en contre-bas.

Le Syndicat de SCoT demanderait à ce que le dossier de projet de déclaration soit complété sur un engagement de concertation sur des solutions de desserte alternative à la voiture individuelle.

#### **4. Ce que nous appelle à repenser la Loi Climat et Résilience, en matière de sobriété foncière à l'heure du ZAN**

L'assise foncière de reconstruction de l'EHPAD de 1.4ha sera retenue dans le cadre du calcul de l'artificialisation des sols intervenue entre août 2021 et août 2031 pour la Commune de Tarascon.

Le traitement de la friche de l'établissement actuel ne fait l'objet d'aucun traitement au sein du Rapport. Le Syndicat de SCoT demande à ce que cet élément soit complété.

### **AVIS DU SYNDICAT DE SCoT**

Au vu de l'ensemble des éléments, le Syndicat de SCoT :

1. reconnaît d'intérêt général, le projet de reconstruction de la résidence Jules Rousse, face à l'urgence sanitaire dans un souci de dignité humaine de la patientèle et du personnel soignant,
2. prend acte du projet de déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du SCoT et du PLU.

Fait à Verniolle, le 7 juin 2022.  
Thomas FROMENTIN,  
Président.







Madame Nathalie SANMARTIN  
Directrice de la Logistique, du Patrimoine, des  
Opérations d'investissement et de la Sécurité  
BP 90064  
09017 FOIX cedex

**N/Réf.**  
BR/MNS n° 69

Foix, le 13 juillet 2022

**Contact**  
M. Benoît RIOLS

benoit.riols@ariego.chambagri.fr

**Objet :** avis relatif à la procédure de déclaration de projet pour la reconstruction  
de la résidence Jules Rousse

Madame la Directrice,

Faisant suite à la réunion d'examen conjoint du 12 juillet 2022, et  
considérant l'intérêt général que représente la reconstruction de la  
résidence Jules Rousse, la Chambre d'Agriculture de l'Ariège émet un  
**avis favorable** à la déclaration de projet valant mise en compatibilité  
du PLU de Tarascon sur Ariège et du SCOT Vallée de l'Ariège.

Nos services restant à votre disposition pour toutes informations  
complémentaires,

**Siège Social**

32 av. du Général de Gaulle  
09000 FOIX  
Tél : 05 61 02 14 00  
Fax : 05 61 02 14 30  
accueil@ariego.chambagri.fr

**Antennes**

372 route de Crieu  
09100 VILLENEUVE DU PAREAGE  
villeneuve@ariego.chambagri.fr

62 boulevard Frédéric Arnaud  
09200 SAINT GIrons  
stgiron@ariego.chambagri.fr

Le Président  
de la Chambre d'Agriculture de l'Ariège,

Philippe LACUBE.



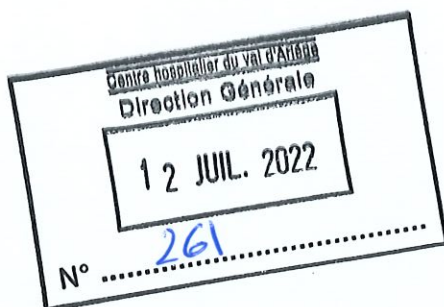
**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Etablissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 180 900 029 000 18  
APE 9411Z

[www.ariego.chambagri.fr](http://www.ariego.chambagri.fr)



Tarascon, le 11 juillet 2022



GHT des Pyrénées Ariégeoises  
Etablissement public d'Etat de la  
Résidence Jules Rousse  
BP 90064  
09017 FOIX cedex

*A l'attention de  
Madame Nathalie SANMARTIN,  
Directrice adjointe*

**Réf : NS/ PP**

Objet : Procédure de déclaration de projet pour la reconstruction de la résidence Jules Rousse  
- **Réunion d'examen conjoint du MARDI 12 JUILLET 2021** -

Madame la Directrice adjointe,

Je fais suite à la convocation reçue par mail le 8 juin dernier et accuse bonne réception des pièces du dossier numérique transmis par votre bureau d'études.

Détentrice depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la compétence PLU sur l'ensemble de son territoire, la Communauté de Communes du Pays de Tarascon (CCPT) entend faire valoir les remarques techniques suivantes qui me conduisent, ès qualité de Président de cette EPCI, à émettre un certain nombre de réserves vis-à-vis du projet de relocalisation de la Résidence Jules Rousse :

1) Sur le choix du site des Pradals à Banat opéré unilatéralement par le CHIVA

Ainsi que je l'ai exprimé à diverses reprises sans avoir aucunement été entendu, il était indispensable, dans le cadre de votre procédure de déclaration de projet d'examiner de façon sérieuse et approfondie toutes les solutions foncières alternatives disponibles avant de délibérer sur le choix qui était le vôtre depuis le départ.

De la même façon, les services de l'Etat n'avaient pas manqué de vous rappeler que *pour contrevenir aux importantes incompatibilités urbanistiques du site des Pradals, un inventaire exhaustif des solutions alternatives ainsi qu'une analyse sérieuse de leurs potentialités devrait figurer dans votre dossier.*

Or, à la lecture du rapport environnemental et de la notice explicative communiqués le 14 juin dernier, il apparaît que ce nécessaire examen sérieux et non partisan fait clairement défaut dans le dossier remis.

► Ainsi, pour les terrains situés sur la commune de Quié, il est fait état d'un scénario étudié en 2015 sans mentionner que la CCPT a proposé depuis lors et ce, de manière réitérée, des solutions de déplacement de la double ligne électrique 63 kW présente, ce qui aurait levé toute difficulté sur ce site de premier plan compte tenu de sa proximité immédiate avec le bourg-centre.

Le Scot de la vallée de l'Ariège approuvé en mars 2015 a d'ailleurs également retenu ces terrains de Quié dans sa prescription relative à la consommation foncière des équipements structurants du tarasconnais.

► S'agissant des deux autres terrains alternatifs de Lacombe et Surba examinés en 2016 au titre d'une « étude d'opportunité », contrairement à l'hypothèse de Quié, les facteurs vous ayant conduit à y renoncer ne sont même pas explicités dans le rapport environnemental (cf. en page 19).

En page 26 de la notice explicative, figure un tableau de synthèse très peu probant : en réalité, qu'il s'agisse du site de Lacombe ou de celui de Surba, les accès n'y sont pas « difficiles » ; et les nuisances sonores liées à la proximité d'une route nationale n'existent pas réellement pour le site de Surba.

► Lorsque l'on examine ensuite le tableau relatif aux quatre sites étudiés, intitulé « comparaison des scénarios du point de vue environnemental » (en pages 19 et 20 du rapport environnemental) il s'avère :

- Que les « nuisances dues à la proximité du giratoire » mises en avant pour les sites de Lacombe et Surba sont en réalité très relatives voire inexistantes
- Que l'analyse du critère « paysage » est plus que subjective, le hameau de Lacombe étant particulièrement privilégié de ce point de vue
- Qu'il est édifiant de lire, que pour le site de Lacombe, il n'y aurait « pas de patrimoine historique à proximité » mais que le site des Pradals que vous avez choisi se situerait, lui, « à proximité du château Lacombe » !

Il est revanche objectivement problématique que le site des Pradals retenu se trouve à la fois :

- « dans un corridor fonctionnel reliant des réservoirs de biodiversité » (critère « continuités écologiques ») ; voir également en page 38 du rapport qui fait état d'un enjeu moyen à fort du site vis à vis de la trame verte et bleue.
- et sur un terrain notoirement sujet à inondations (critère « risques naturels ») nonobstant les travaux entrepris à cet égard par le Conseil Départemental au cours du premier semestre 2022.



Il convient aussi d'observer sur le sujet de la préservation environnementale que d'ici 2025, l'intégralité du Pays de Tarascon fera partie du PNR des Pyrénées ariégeoises, suite à la demande qui en a été faite par les élus de la CCPT en 2019, dans une logique d'équité et de cohérence territoriale sur l'intercommunalité.

Il est donc étonnant de lire (en pages 41 et 121 du rapport environnemental) que « *le site de projet ne fait pas partie d'un PNR* ».

► D'autres solutions foncières pourtant à disposition n'ont même pas été examinées contrairement à la suggestion que j'avais faite au Conseil Départemental dans un courrier du 22 octobre 2021 (en évoquant notamment les nouveaux délaissés sur la zone de Sabart à Tarascon-sur-Ariège et le Secteur de « Lobit » à Ussat)

Il est donc inexact de dire qu'il y aurait eu, depuis 2015, un examen sérieux et approfondi d'autres solutions foncières que celle des Pradals.

## 2) Sur l'incohérence de ce choix au regard des politiques publiques nationales et locales en cours

► Comme j'ai pu le rappeler par un courrier du 22 octobre 2021 adressé à Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Ariège l'ensemble des hautes autorités et des spécialistes de la question du grand âge s'accordent aujourd'hui pour recommander une implantation des EHPAD en coeur de ville (annexe 1).

La construction que vous projetez est à l'exact inverse de cette doctrine nationale et locale d'inclusion puisque les futurs résidents, leurs visiteurs et le personnel de l'établissement se retrouveront dans un lieu reculé et coupé de tout lien avec la vie de la cité et ses aménités.

En effet, le village / lieu-dit de Banat, rattaché à la commune de Tarascon-sur Ariège depuis 1973, a une vocation strictement résidentielle tandis que le parc de la préhistoire accueille en son enceinte clôturée des visiteurs à la demie journée sans qu'aucun lien se fasse avec le voisinage immédiat.

L'argument du lien avec le parc de la préhistoire figurant en page 27 de la notice explicative est donc de pure circonstance : aucune « *logique intergénérationnelle et complémentaire* » n'existera avec cet équipement touristique et la boutique qui se trouve en son sein vend uniquement des souvenirs d'Ariège !

► Contrairement à ce que laisse entendre le rapport environnemental (en page 24) le site des Pradals est très peu accessible autrement qu'en voiture individuelle, ce qui ressort au demeurant des précisions figurant en page 73 du rapport et il convient de souligner que le service de navette desservant le parc de la préhistoire depuis la gare ferroviaire (cité en page 72) fonctionne uniquement en juillet et en août.

L'encadré figurant en page 27 de la notice explicative sur l'absence d'intérêt d'une localisation en centre-ville est quant à lui, spécieux : le fait qu'à l'heure actuelle, le personnel de la Résidence ne circule pas à pied ou à vélo découle du relief abrupt de la rue de Lafrau (cf. la notice en page 19) et le fait que seuls deux des résidents actuels soient mobiles ne préjuge pas de la mobilité des prochains résidents !

► Par ailleurs, le choix d'un tel site, situé à cheval sur une zone Atvb1 et sur l'unité foncière à vocation touristique du parc de la préhistoire, est loin d'être anodin dans un contexte de réduction de l'artificialisation des sols et de la nécessaire réflexion partenariale à mener sur le plan de l'urbanisme pour équilibrer les diverses fonctions du sol dans le PLUIH qui a été prescrit en 2020.

-----

Je regrette donc que vous ayez décidé de mener à bien ce projet sans y associer sérieusement l'ensemble les élus du Pays de Tarascon et sans vous inscrire dans le projet de territoire de l'intercommunalité qui s'est notamment dotée depuis le mois de novembre 2021 d'un Contrat Local de Santé pour la période 2022-2026.

Ne pouvant être présent à la réunion d'examen conjoint de la déclaration de projet prévue le 12 juillet 2022, je vous remercie de bien vouloir annexer ce courrier et ces quelques remarques au compte rendu qui sera fait.

Je vous confirme, par ailleurs, que conformément à la procédure de déclaration de projet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Tarascon émettra un avis sous forme d'une délibération dès lors que l'intercommunalité aura été officiellement saisie.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice adjointe, l'expression de mes sincères salutations.



**Le Président,**

**Philippe PUJOL**



Foix, le 12 juillet 2022

Nos Réf. : JGF/DD/MD  
N°76  
Dossier suivi par D. DUBRULLE  
Tél : 05 61 02 03 10

M. le Président du Conseil d'Administration  
Centre hospitalier Jules ROUSSE  
Rue Lafrau  
09400 Tarascon-sur-Ariège

**Objet** : Examen conjoint pour la procédure de déclaration de projet pour la reconstruction de la résidence Jules Rousse

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la CCI Ariège dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU de Tarascon-sur-Ariège et de la mise en compatibilité du SCoT de la Vallée de l'Ariège en vue du projet de reconstruction de la résidence Jules ROUSSE et je vous en remercie.

Après examen du dossier transmis, la CCI de l'Ariège émet un **avis favorable** à ce projet de reconstruction sur le site de Les Pradals et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, **compte-tenu des enjeux de santé publique associés à cet équipement nécessitant d'être réalisé dans les meilleurs délais** et pour lequel **aucune alternative de localisation n'est envisagée**.

Je souligne **l'attention devant être donnée dans les décisions d'aménagement au renouvellement urbain et à sa densification, ainsi qu'au renforcement des centralités, afin de favoriser la revitalisation des centres-villes et des territoires et pour s'inscrire dans la trajectoire de « Zéro Artificialisation Nette (ZAN)**.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

La Présidente



Josiane GOUZE FAURE



Syndicat des eaux du Sabarthès

Assistance technique à la gestion  
patrimoniale

NOTE TECHNIQUE RELATIVE AU PROJET DE  
RECONSTRUCTION DU  
CENTRE HOSPITALIER JULES ROUSSE

**Contact :**

M. Bruno Le Bansais  
Chargé d'études

Agence de Toulouse  
Tel : 06 09 89 52 87  
b.lebansais@pure-environnement.com

Version 3  
28 juillet 2022

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. CONTEXTE .....</b>                         | <b>4</b>  |
| 1.1. LE PROJET .....                             | 4         |
| 1.2. EMPLACEMENT FUTUR .....                     | 4         |
| 1.3. NATURE DU PROJET .....                      | 5         |
| 1.4. BESOINS EN EAU .....                        | 6         |
| <b>2. DESSERTE ACTUELLE EN EAU POTABLE .....</b> | <b>7</b>  |
| 2.1. SCHEMA HYDRAULIQUE.....                     | 7         |
| 2.2. RESSOURCES .....                            | 8         |
| 2.3. ADDUCTION.....                              | 9         |
| 2.4. STOCKAGE .....                              | 10        |
| 2.5. TRAITEMENT .....                            | 10        |
| 2.6. DISTRIBUTION .....                          | 11        |
| <b>3. SOLUTION TECHNIQUE PRECONISEE .....</b>    | <b>13</b> |
| 3.1. PRINCIPE.....                               | 13        |
| 3.2. RESSOURCE .....                             | 13        |
| 3.3. TRAITEMENT .....                            | 14        |
| 3.4. ADDUCTION.....                              | 14        |
| 3.5. DISTRIBUTION .....                          | 15        |
| 3.6. SECURITE INCENDIE .....                     | 18        |
| <b>4. IMPACT BUDGETAIRE .....</b>                | <b>20</b> |

## Liste des figures

|   |    |
|---|----|
| Figure 1 – Localisation du site de projet de relocalisation (triangle marron) .....                         | 5  |
| Figure 2 – Synoptique du réseau en situation actuelle .....   | 7  |
| Figure 3 – Localisation des ressources concernées par l'étude .....   | 8  |
| Figure 4 – Localisation des conduites d'adduction en amont du réservoir de Rabat .....                      | 9  |
| Figure 5 – Localisation des conduites d'adduction en aval du réservoir de Rabat .....                       | 9  |
| Figure 6 – Localisation du réseau de distribution existant relativement au site du projet .....             | 11 |
| Figure 7 – Synoptique du réseau en situation future.....  | 13 |
| Figure 8 -Tracé de la conduite d'adduction à créer (linéaire 175 m).....                                    | 15 |
| Figure 9 – Comparaison de l'évolution de la pression lors d'une demande de pointe.....                      | 16 |
| Figure 10 – Configuration du branchement à créer sur le futur site de l'hôpital .....                       | 17 |
| Figure 11 – Localisation du futur site de l'hôpital et des conduites de distribution existantes .....       | 17 |
| Figure 12 – Résultats de la simulation incendie pour la pression au point de branchement de l'hôpital ..... | 18 |
| Figure 13 – Résultats de la simulation incendie pour le marnage du réservoir de Rabat .....                 | 19 |
| Figure 14 – Résultats de la simulation incendie pour le marnage du réservoir de Lacombe .....               | 19 |

## Liste des tables

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| Tableau 1 – Répartition du réseau de distribution de Banat par diamètre .....     | 11                                 |
| Tableau 2 – Répartition du réseau de distribution de Banat par matériau .....     | 12                                 |
| Tableau 3 – Répartition du réseau de distribution de Banat par date de pose ..... | 12                                 |
| Tableau 4 – Résumé de l'impact budgétaire du projet .....                         | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |



## 1. CONTEXTE

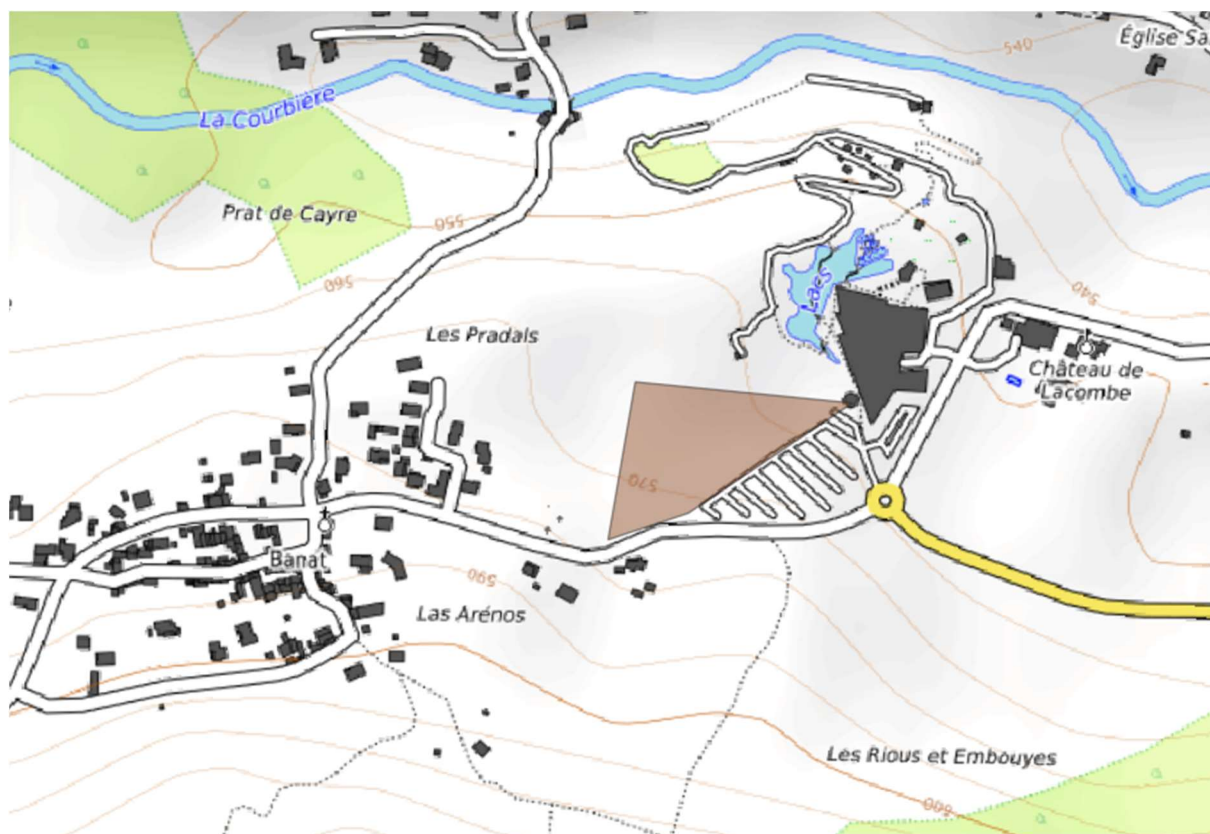
### 1.1. LE PROJET

Le Syndicat du Sabarthès a été notifié du projet de relocalisation de l'hôpital de Tarascon-sur-Ariège vers un site situé sur la même commune mais sur un secteur de distribution différent : le site actuel est alimenté depuis le réservoir de la ville de Tarascon, le site pressenti est localisé près du réseau alimenté par le réservoir de Banat. Il a été demandé au Syndicat du Sabarthès de confirmer la faisabilité de cette relocalisation du point de vue de l'alimentation en eau potable.

La question de l'alimentation en eau pour la défense incendie est également à prendre en compte pour la future implantation de l'hôpital. Elle ne fait cependant pas partie du périmètre de compétence du Syndicat.

### 1.2. EMPLACEMENT FUTUR

Le site du projet se situe sur la commune de Tarascon-sur-Ariège, au niveau du hameau de Banat, sur une parcelle de 14 000 m<sup>2</sup> qui est actuellement libre de construction. L'altitude du terrain est comprise entre 558 et 573 m au-dessus du niveau de la mer.



**Figure 1 – Localisation du site de projet de relocalisation (triangle marron)**

### 1.3. NATURE DU PROJET

Le centre hospitalier Jules Rousse est une institution d'accueil pour personnes âgées dépendantes. Elle dispose d'une capacité de 120 lits. En raison des problématiques fonctionnelles et techniques du bâtiment qui l'accueille aujourd'hui, sa relocalisation sur un autre site à proximité a été décidée.

Ce nouveau site aura une capacité de 110 lits en EHPAD auxquels s'ajouteront :

- Une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR) de 10 lits ;
- Un Accueil de Jour de 6 places ;
- Un SSIAD (Service de soins infirmiers à domicile) ;
- Un PASA (pôle d'activités et de soins adaptés aux personnes subissant des maladies neuro-dégénératives)
- Ainsi que potentiellement
  - Un foyer d'accueil médicalisé de 10 lits ;
  - Une unité pour Adultes Handicapés Vieillissants de 10 lits ;
  - Une Unité de Soins Longue Durée (USLD) de 30 lits ;

Ces trois derniers points sont des options étudiées dans le cadre de la conception du projet de reconstruction.

## 1.4. BESOINS EN EAU

### 1.4.1 Eau de consommation humaine

La consommation en eau du site actuel est de 40 m<sup>3</sup>/j d'après les données de facturation disponible. Cette valeur a considérablement augmenté entre 2020 et 2021, sans que la fréquentation du site n'ait changé. Une telle augmentation correspond vraisemblablement à l'apparition d'une fuite sur le site de l'hôpital.

Les données de consommation en eau sur des sites similaires à celui de la résidence Jules Rousse indiquent une consommation en eau moyenne de 15 m<sup>3</sup>/j en moyenne annuelle. La consommation en eau future du site sera supérieure à cette valeur, avec l'ajout d'hébergements et d'activités supplémentaires par rapport au site actuel. Il n'est pas possible d'estimer précisément la consommation en eau qui résultera de ces activités supplémentaires, mais il est acquis que l'hébergement permanent restera le principal consommateur d'eau du site. On considérera donc un besoin en eau de 20 m<sup>3</sup>/j en moyenne annuelle.

Le nombre de résident est stable tout au long de l'année, les besoins en pointe sont donc à priori relativement proches de leur valeur moyenne. On ne dispose cependant pas d'une évaluation précise de la pointe de consommation. On utilisera donc une valeur élevée de pointe afin de garantir sa validité : le besoin en pointe est estimé à 40 m<sup>3</sup>/j.

### 1.4.2 Sécurité incendie

L'évaluation précise des besoins pour la sécurité incendie dépend des services d'incendie et de secours, qui publient des prescriptions techniques spécifiques dans le règlement départemental de la défense extérieure contre le risque incendie. Ces spécifications définissent le besoin en eau à partir de la surface de plancher des établissements recevant du public. Dans le cas de l'hôpital Jules Rousse dans sa configuration future, avec une surface de plancher indiquée à 5 917 m<sup>2</sup> :

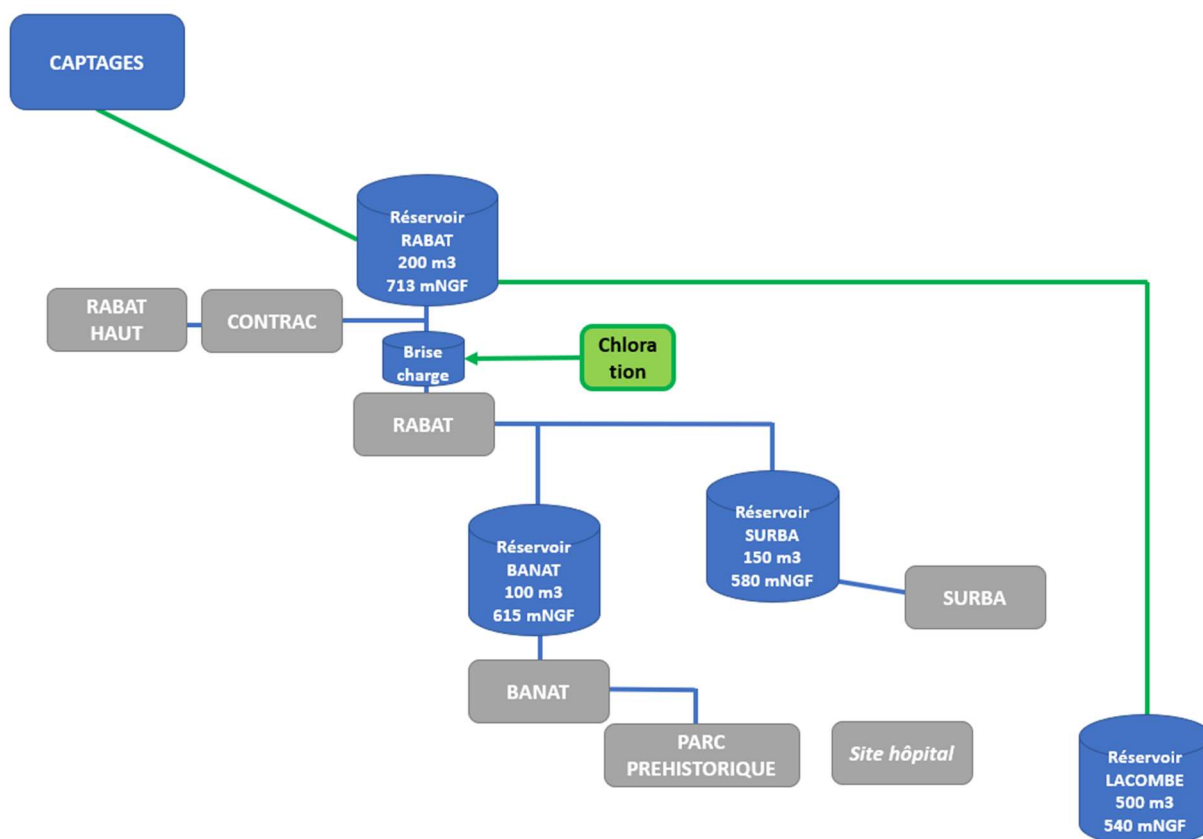
- Trois bornes incendie devront pouvoir débiter chacune 60 m<sup>3</sup> par heure durant 2 heures ou un débit instantané de 120 m<sup>3</sup>/h ;
- En considérant les trois bornes incendies fonctionnant simultanément, le débit total à fournir devra atteindre 390 m<sup>3</sup> sur 2h.

## 2. DESSERTE ACTUELLE EN EAU POTABLE

### 2.1. SCHEMA HYDRAULIQUE

Le schéma ci-dessous représente L'alimentation actuelle de la zone du projet. Les chapitres suivants proposent le détail et la localisation de chaque élément de ce schéma.

Cette note ne s'intéresse qu'à une partie du réseau géré par le syndicat du Sabarthès, celle susceptible d'alimenter le futur site de l'hôpital. On notera cependant que le réservoir de Lacombe, en aval de la zone étudiée, est l'un des principaux réservoirs d'alimentation de Tarascon-sur-Ariège.



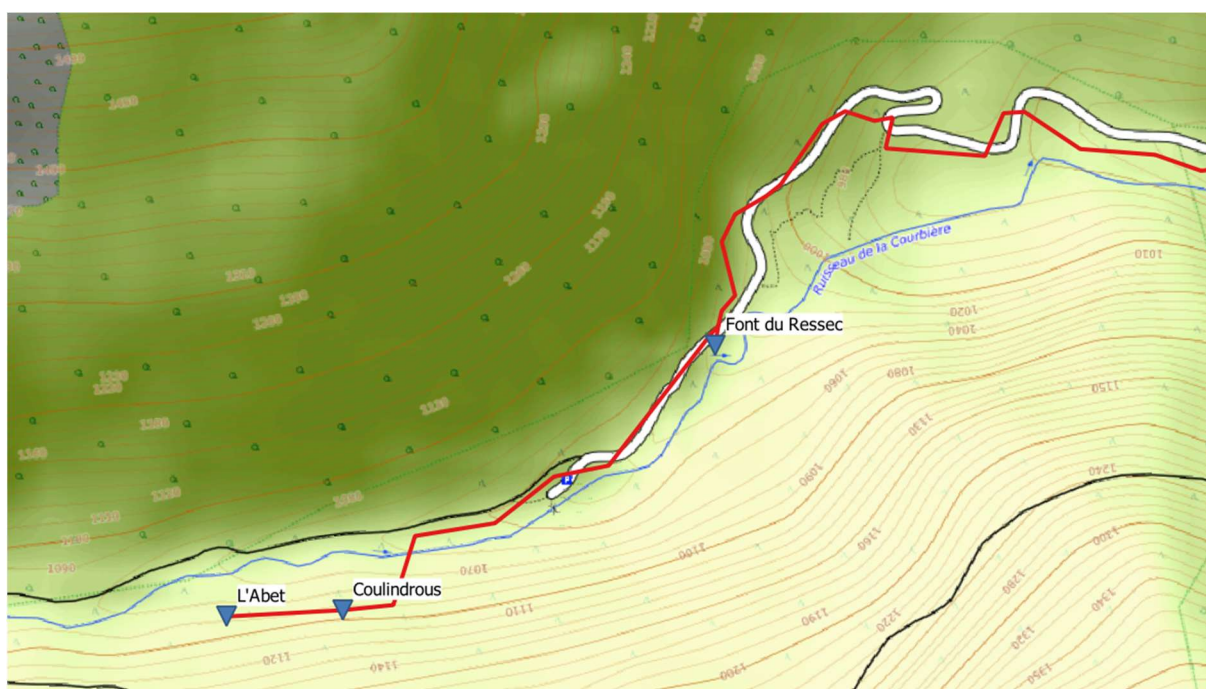
**Figure 2 – Synoptique du réseau en situation actuelle**



## 2.2. RESSOURCES

Le réservoir de Rabat reçoit les eaux des trois sources de la vallée de la Courbière, au-dessus et à l'ouest du village de Rabat-les-Trois-Seigneurs :

- L'Abet ;
- Coulindrous ;
- Font du Ressec ;



**Figure 3 – Localisation des ressources concernées par l'étude**

Les captages Abet et Coulindrous se trouvent en rive droite, proche du ruisseau de la Courbière en zone boisée. Les eaux du captage Abet sont mélangées à celles du captage de Coulindrous au niveau de celui-ci.

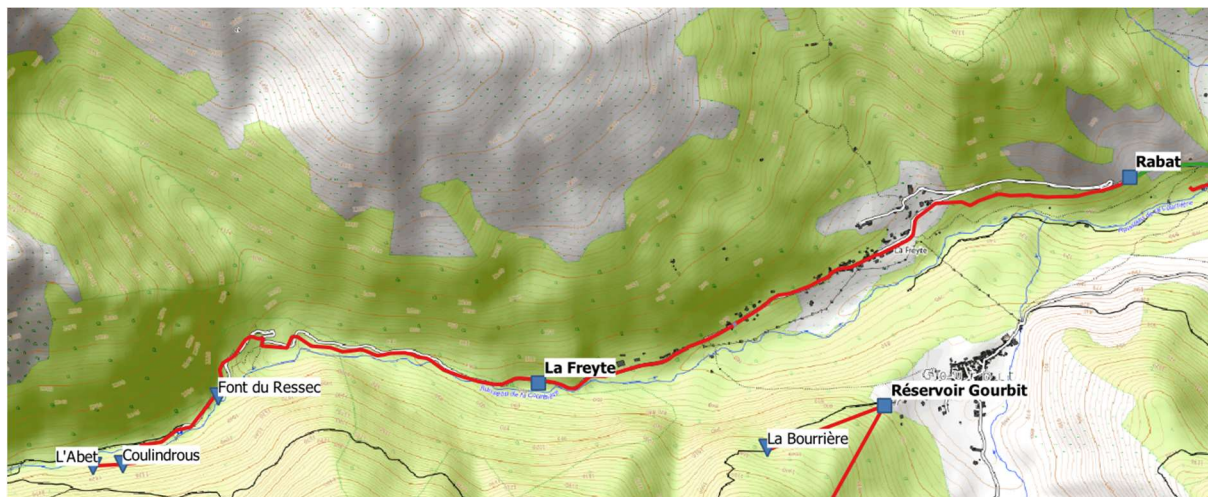
Le captage de Font de Ressec se trouve en bordure de route, rive droite du ruisseau, là se fait le mélange avec les eaux provenant des captages Abet et Coulindrous. Les sources captées proprement dites se situent dans le bois de l'autre côté de la route, leur position exacte n'est pas connue.

Ces trois ressources font l'objet d'une DUP datée du 28 février 2017. Celle-ci prévoit un périmètre de protection qui a été défini et matérialisé.

Ces trois sources, qui n'ont jamais connu de problèmes de capacité, représentent un débit largement supérieur aux besoins.

## 2.3. ADDUCTION

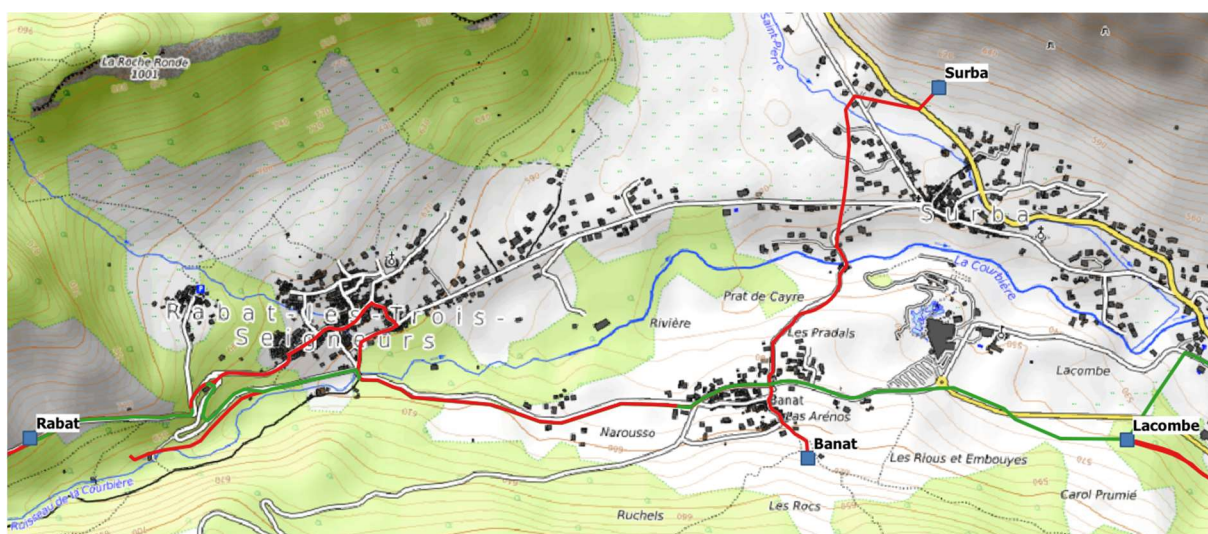
La conduite d'adduction partant des captages cités au paragraphe précédent est une conduite de diamètre nominal (DN) 250 mm en fonte datant de 1975. Elle alimente le réservoir de Rabat-les-Trois Seigneurs.



**Figure 4 – Localisation des conduites d'adduction en amont du réservoir de Rabat**

A partir de ce réservoir on compte deux départs :

- Un départ en fonte DN 200 alimentant directement le réservoir de Lacombe (en vert ci-dessous) ;
- Un départ en fonte DN 125 (en rouge ci-dessous) qui alimente le réseau de distribution destiné à la commune de Rabat, avec en particulier la présence d'un brise-charge pour éviter les surpressions. Ce réseau alimente lui-même ensuite la conduite d'alimentation du réservoir de Banat et de Surba ;



**Figure 5 – Localisation des conduites d'adduction en aval du réservoir de Rabat**

Il n'existe pas d'interconnexion de sécurisation pour l'alimentation du réservoir de Banat : il est alimenté uniquement par le réservoir de Rabat via le réseau de distribution de la commune.

La conduite d'adduction qui alimente les réservoirs de Banat et de Surba est en PVC et a été posée en 1980. Elle est donc à risque de relargage de CVM<sup>1</sup>. Ce risque est cependant réduit s'agissant d'une conduite qui fait transiter un débit important et régulier.

## 2.4. STOCKAGE

Le réservoir de Banat est d'une capacité de 100 m<sup>3</sup>. Son niveau est régulé par une vanne à flotteur. Sa date de construction exacte n'est pas recensée mais il s'agit d'un réservoir ancien. Il est en bon état général. Son volume n'inclut pas de réserve incendie. Il n'est pas équipé d'un système de traitement

Le réservoir de Rabat est d'une capacité de 200 m<sup>3</sup>. Son état est bon.

## 2.5. TRAITEMENT

Les eaux des trois sources sont traitées au niveau d'un brise-charge situé en aval du réservoir de Rabat du réservoir de Rabat par un système de chloration manuelle. La mise en place d'un traitement de chloration et reminéralisation est envisagée mais pas encore programmée.

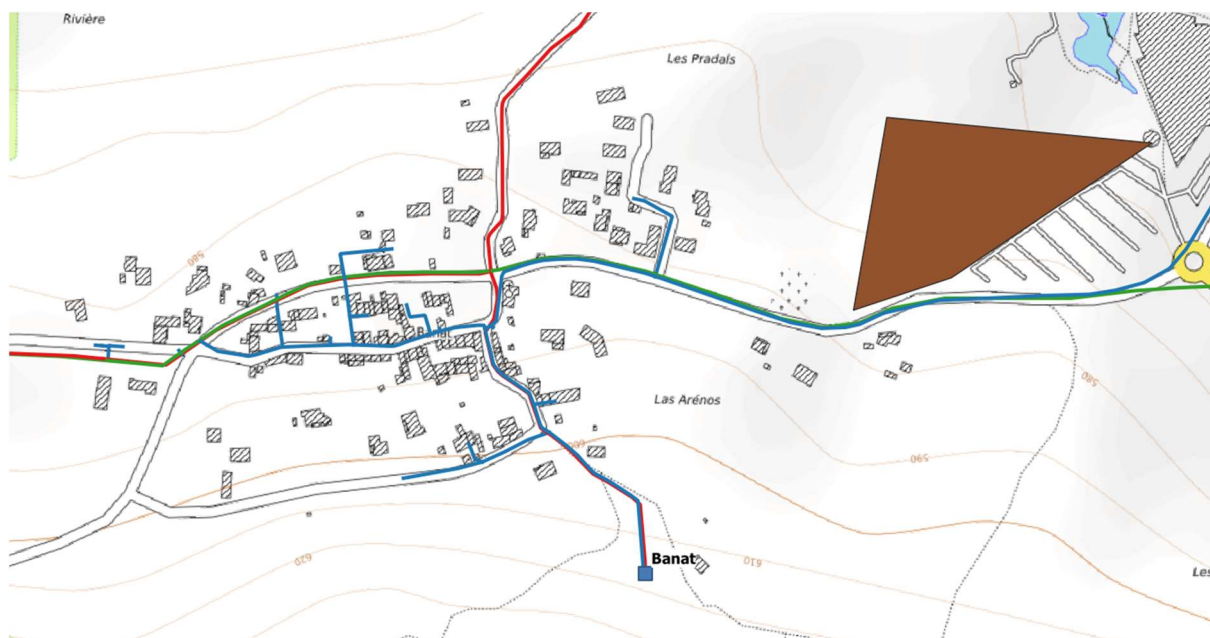
---

<sup>1</sup> Le chlorure de Vinyle Monomère (CVM) est un sous-produit cancérigène de la production de PVC. Avant 1982 le processus de production était tel que les conduites en PVC risquent de relarguer ce produit dans l'eau de consommation. La concentration en CVM est d'autant plus élevée que le linéaire concerné est important et le débit de transit faible



## 2.6. DISTRIBUTION

La figure ci-dessous présente l'étendue du réseau de distribution (en bleu) issu du réservoir de Banat, avec l'indication de la localisation du futur site de l'hôpital (en marron). Les conduites d'alimentation du réservoir de Lacombe (en vert) et des réservoirs de Banat et Surba (en rouge) sont également indiquées.



**Figure 6 – Localisation du réseau de distribution existant relativement au site du projet**

Le réseau de distribution de Banat est relativement bien connu. Des investigations récentes ont permis de confirmer le diamètre des conduites de distribution les plus stratégiques, à savoir le départ depuis le réservoir, qui est en fonte DN 80. Le tableau ci-dessous résume le niveau de connaissance des diamètres et matériaux.

| Diamètre (mm) | Linéaire (ml) | % du linéaire |
|---------------|---------------|---------------|
| Inconnu       | 688           | 33%           |
| 32            | 247           | 12%           |
| 40            | 145           | 7%            |
| 50            | 162           | 8%            |
| 60            | 179           | 8%            |
| 75            | 36            | 2%            |
| 80            | 228           | 11%           |
| 125           | 684           | 32%           |
| <b>Total</b>  | <b>2 110</b>  | <b>100%</b>   |

**Tableau 1 – Répartition du réseau de distribution de Banat par diamètre**

| Matériau     | Linéaire (ml) | % du linéaire |
|--------------|---------------|---------------|
| Inconnu      | 422           | 20%           |
| Fonte        | 1 102         | 52%           |
| PE           | 544           | 26%           |
| PVC          | 45            | 2%            |
| <b>Total</b> | <b>2 110</b>  | <b>100%</b>   |

**Tableau 2 – Répartition du réseau de distribution de Banat par matériau**

| Année de pose | Linéaire (ml) | % du linéaire |
|---------------|---------------|---------------|
| Inconnue      | 793           | 38%           |
| 1995          | 772           | 37%           |
| 2005          | 19            | 1%            |
| 2012          | 11            | 1%            |
| 2020          | 518           | 25%           |
| <b>Total</b>  | <b>2 110</b>  | <b>100%</b>   |

**Tableau 3 – Répartition du réseau de distribution de Banat par date de pose**



## 3. SOLUTION TECHNIQUE PRECONISEE

### 3.1. PRINCIPE

La solution technique proposée consiste à proposer un traitement au chlore liquide efficace sur le réservoir de Rabat, qui alimente ensuite le réservoir de Banat. L'alimentation de l'hôpital serait assurée par un branchement sur le réseau de distribution issu du réservoir de Banat.

Par ailleurs, une connexion de sécurisation serait ajoutée à partir de la conduite d'alimentation du réservoir de Lacombe. Cette connexion supplémentaire permettra la continuité du service en cas de problème sur le réservoir de Banat, mais aussi la satisfaction des besoins incendie.

La solution technique proposée permet :

- Une sécurisation suffisante pour garantir une alimentation de l'hôpital pendant les périodes de demande pointe mais aussi pendant 24h au moins en cas d'indisponibilité des ressources ;
- Un débit de pointe journalier de  $40 \text{ m}^3/\text{j}$  ;
- Un débit de pointe horaire de  $10 \text{ m}^3/\text{h}$  ;
- Une qualité d'eau optimale conforme aux exigences de qualité relatives à un établissement de santé.

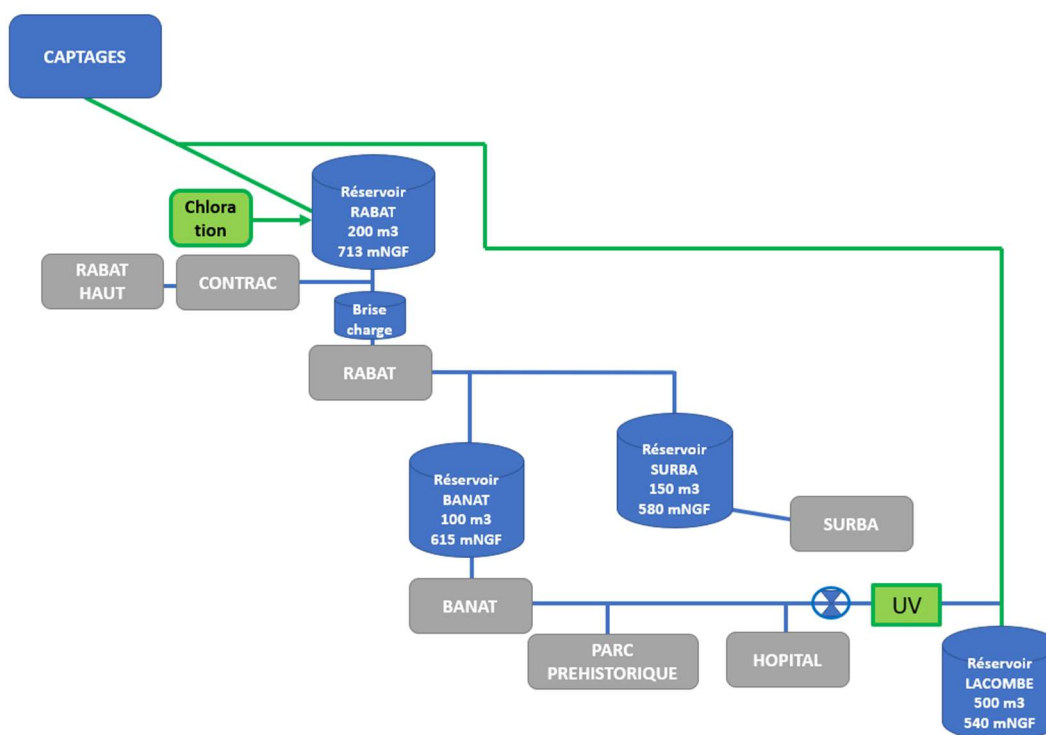


Figure 7 – Synoptique du réseau en situation future

### 3.2. RESSOURCE

La ressource exploitée resterait la même qu'actuellement, à savoir les 3 captages de la vallée de la Courbière.

### 3.3. TRAITEMENT

Deux points de traitement seraient créés :

- Un premier en niveau du réservoir de Rabat, avec un système de chloration liquide ;
- Le second au niveau du branchement de l'hôpital, avec un traitement UV couplé avec un préfiltre qui serait installé sur la connexion de sécurisation.

Le dimensionnement spécifique du traitement UV devra respecter les recommandations du ministère de la santé pour le traitement des eaux destinés aux établissements de santé<sup>2</sup>. Ces recommandations ne précisent pas directement quel type d'appareillage doit être utilisé, mais fixent un certain nombre de principes :

- L'équipement ultraviolet utilisé doit être de type basse pression/basse intensité, et disposer d'un agrément pour le traitement de l'eau (il existe d'autres types de traitement UV non agréés pour l'eau de boissons, et destinés à des usages intermittents) ;
- La puissance du rayonnement devra permettre une intensité de 400 J/m<sup>2</sup> pour un débit de 6 m<sup>3</sup>/h (débit de demande maximale estimée) ;
- Le bon fonctionnement de l'installation devra être vérifié régulièrement. En particulier la bonne intensité du rayonnement devra être vérifié par cellule photosensible ;
- La fréquence de remplacement des ampoules émettrices préconisée par le fabricant devra être vérifiée.

On citera également le texte réglementaire spécifique aux traitements par ultraviolets, à savoir la circulaire DGS/PGE/1 D n° 52 du 19 janvier 1987 relative à la désinfection des eaux destinées à la consommation humaine par les rayons ultraviolets.

### 3.4. ADDUCTION

La configuration de l'adduction du réservoir de rabat et de celui de Lacombe serait modifiée. Une déviation serait créée en amont du réservoir de Rabat, sur un site déjà identifié 200 m en amont. Avec cette déviation les eaux issues des sources de la vallée de la Courbière seraient séparées vers deux directions :

- La conduite existante en direction du réservoir de Rabat ;
- Une nouvelle conduite équipée d'un réducteur de pression et qui rejoindrait l'alimentation de Lacombe à l'aval immédiat du réservoir de Rabat.

---

<sup>2</sup><https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-dans-les-etablissements-de-sante>



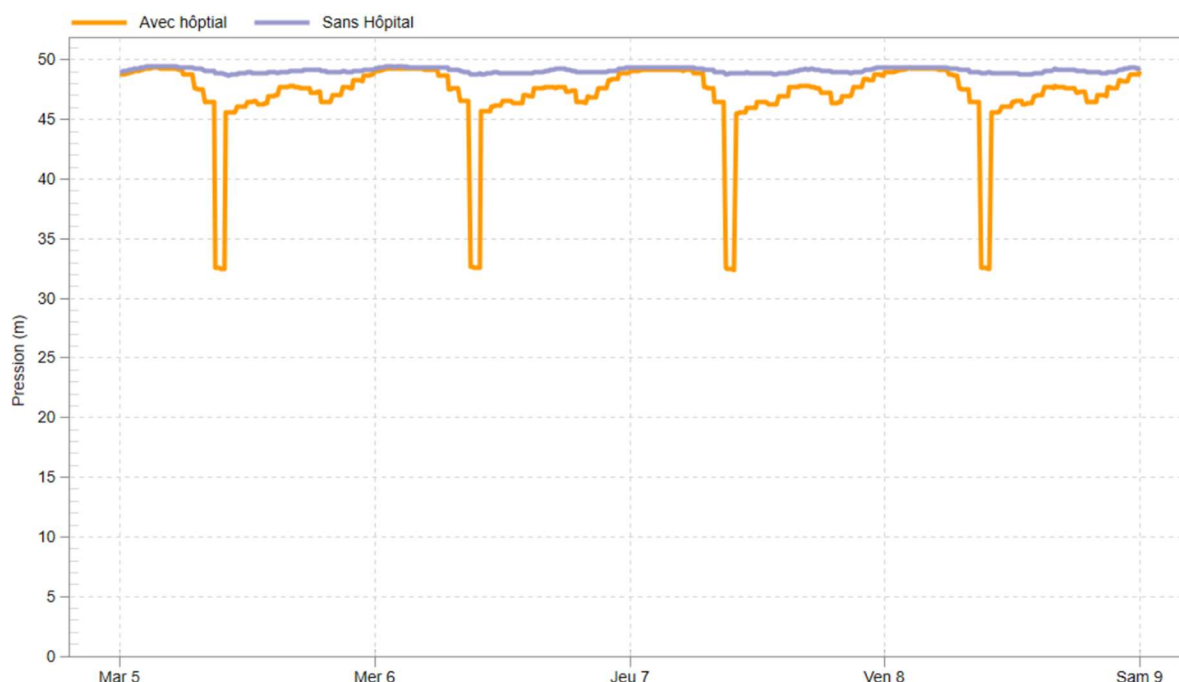
**Figure 8 -Tracé de la conduite d'adduction à créer (linéaire 175 m)**

Ainsi, le traitement mis en place au niveau du réservoir de Rabat serait effectué uniquement sur les eaux alimentant cette commune, Banat et Surba. Le volume à traiter est donc moindre.

Les eaux alimentant le réservoir de Lacombe seraient traitées au niveau du réservoir de Lacombe, comme actuellement.

### 3.5. DISTRIBUTION

Le réseau de distribution ne sera pas modifié. Le site de l'hôpital serait branché au réseau de distribution existant de Banat via un branchement de diamètre 50 et d'un compteur DN 100. Les modélisations hydrauliques en situation de pointe démontrent que le niveau de pression résiduelle dans le réseau est suffisant même pour une demande de pointe ( $10 \text{ m}^3/\text{h}$ ), ce qui correspondrait au fonctionnement simultané d'une dizaine de douches. La pression statique (en l'absence de consommation) est située autour de 5 bars, lorsque la consommation atteint  $10 \text{ m}^3/\text{h}$  elle chute à 3,2 bars (32 mètres) ce qui reste suffisant pour assurer la desserte en eau du bâtiment, y compris avec un étage, dès lors que la plomberie interne du bâtiment est correctement dimensionnée.



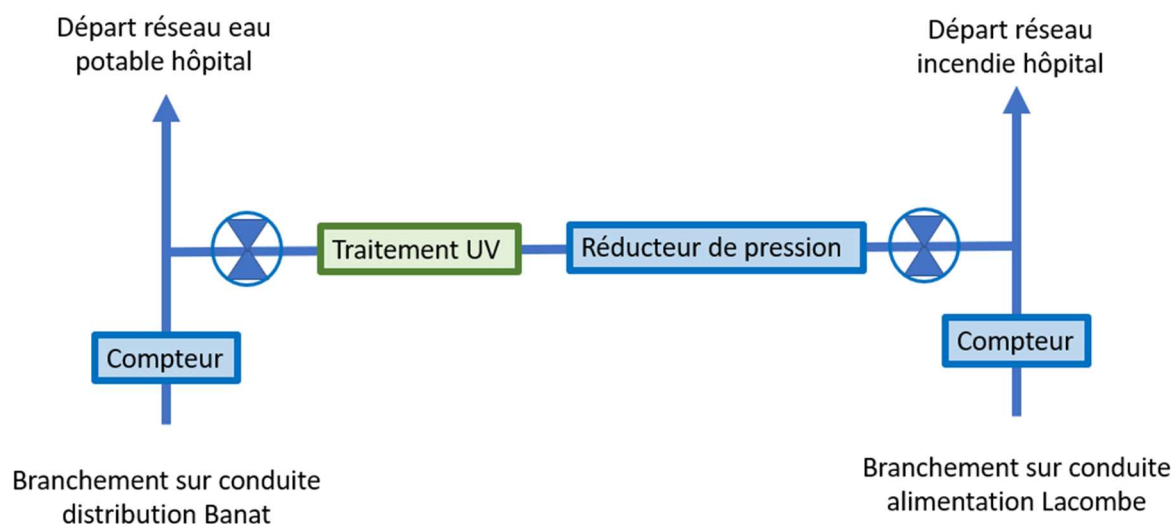
**Figure 9 – Comparaison de l'évolution de la pression lors d'une demande de pointe**

Un second branchement, destiné à assurer la sécurisation de la distribution, serait également mis en place avec le réseau de l'alimentation du réservoir de Lacombe. Cela permettra d'assurer la continuité de l'AEP pour l'hôpital même en cas de défaillance du branchement principal. Sur ce branchement, un Té sera installer afin de permettre deux départs :

- Un premier départ vers le réseau de distribution, avec un réducteur de pression et une vanne maintenue fermée sauf en lors des périodes où la sécurisation de l'approvisionnement doit être activée. Le traitement UV prévu devra être situé à l'aval de cette vanne. Les eaux seront donc traitées par chlore en temps normal, et en UV durant les périodes d'activation de la sécurisation.
- Un second départ destiné à la défense incendie, sans traitement ni réduction de pression, et maintenu ouvert afin de permettre l'utilisation des poteaux incendie en cas de sinistre. Le diamètre de ce branchement sera de 100 mm afin de pouvoir faire transiter les débits importants liés au besoin incendie.

La Figure 10 présente la configuration du branchement à créer. Elle inclut un départ spécifique pour le besoin incendie, un départ pour le réseau d'eau potable pouvant recevoir l'eau venant des deux arrivées (Lacombe et Banat), ainsi qu'un traitement et un réducteur de pression pour l'eau de boisson issue de la conduite de Lacombe.





**Figure 10 – Configuration du branchement à créer sur le futur site de l'hôpital**

La Figure 11 présente la localisation du futur site de l'hôpital, à proximité immédiate des conduites de distribution issue du réservoir de Banat (en bleu) et de la conduite d'alimentation du réservoir de Lacombe (en vert), qui sont donc à proximité immédiate du site de l'hôpital.



**Figure 11 – Localisation du futur site de l'hôpital et des conduites de distribution existantes**



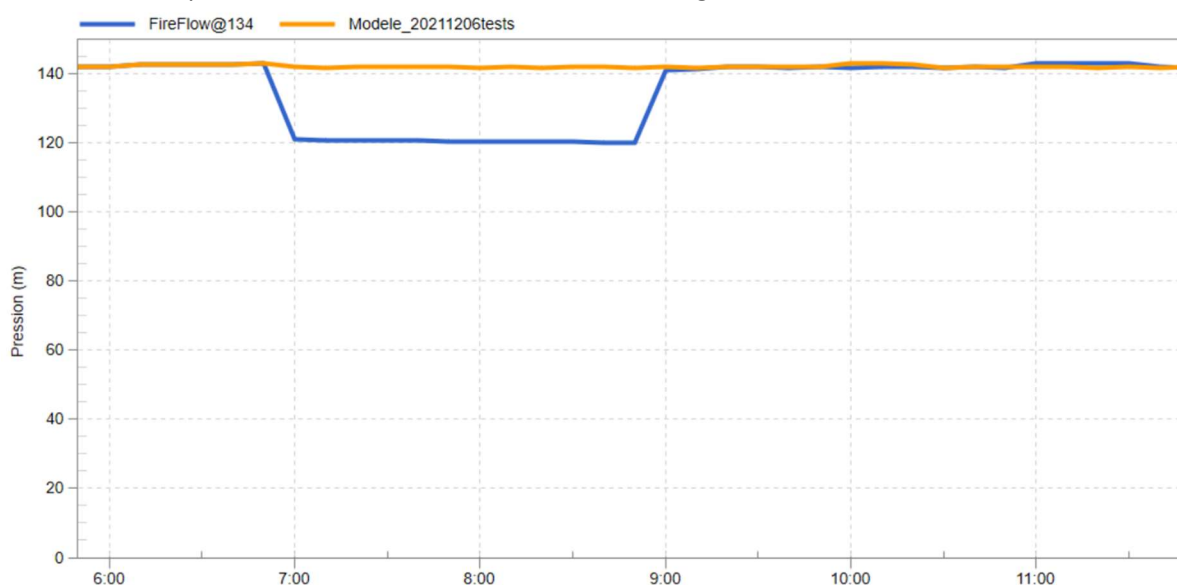
### 3.6. SECURITE INCENDIE

La sécurité incendie n'est pas une compétence du Syndicat d'eau potable. L'étude spécifique au besoin incendie devra donc être effectuée par ailleurs.

Le modèle hydraulique permet cependant de simuler l'effet d'une demande en eau conforme de type « incendie » sur le fonctionnement du réseau, conformément aux valeurs indiquées au chapitre 1.4.2. Les graphiques ci-dessous comparent les simulations du fonctionnement du réseau en période « normale » d'une part, et en simulant une demande de 195 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures au point exact de branchement de l'hôpital.

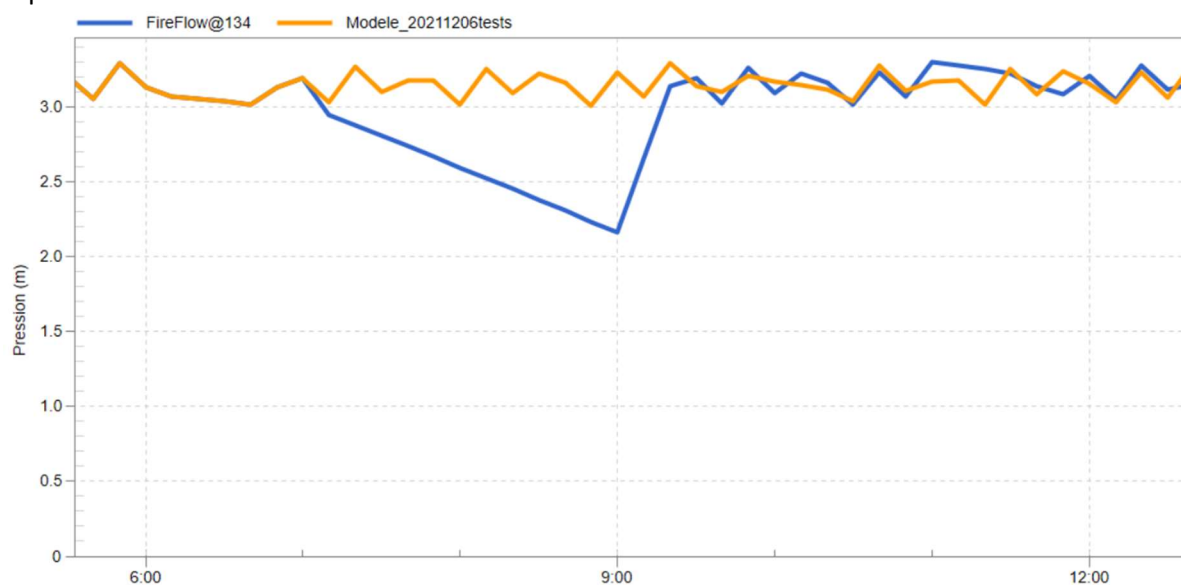
Sur chaque graphique, la courbe orange représente la situation normale, la courbe bleue présente la simulation « incendie ».

Au niveau du branchement de l'hôpital, qui est donc situé sur la conduite d'alimentation du réservoir de Lacombe, la pression chute de 2 bars mais elle reste largement conforme aux besoins incendie.



**Figure 12 – Résultats de la simulation incendie pour la pression au point de branchement de l'hôpital**

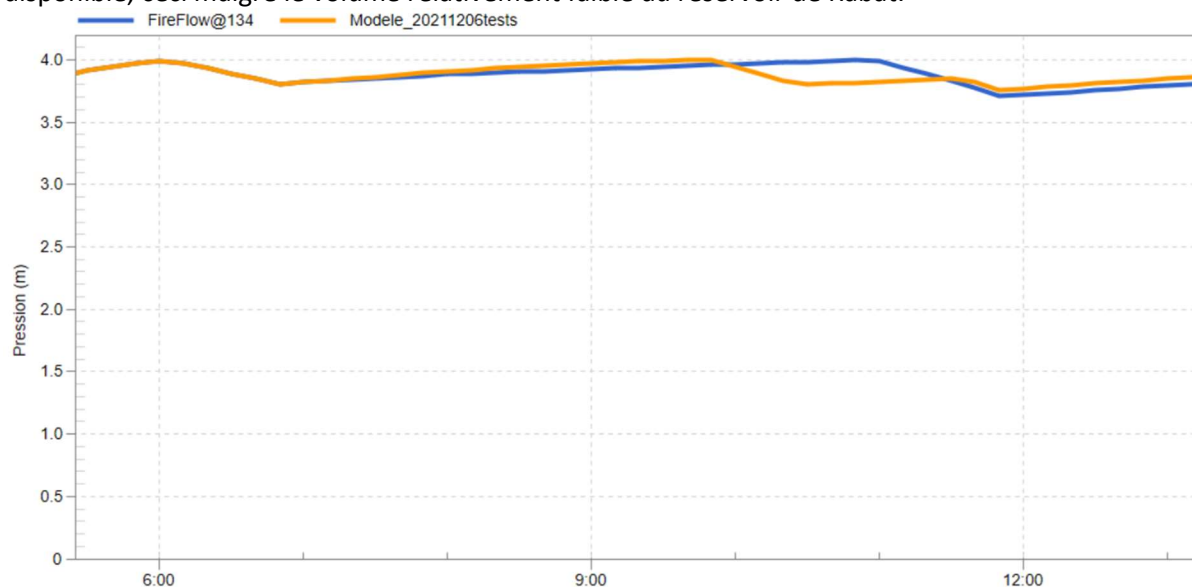
Le réservoir de Rabat voit son niveau baisser sensiblement durant l'évènement, mais retrouve rapidement son niveau normal.



**Figure 13 – Résultats de la simulation incendie pour le marnage du réservoir de Rabat**

Le réservoir de Lacombe ne présente quasiment aucune variation de son marnage.

En conclusion : la sécurité incendie semble largement assurée en termes de débit et de volume disponible, ceci malgré le volume relativement faible du réservoir de Rabat.



**Figure 14 – Résultats de la simulation incendie pour le marnage du réservoir de Lacombe**

## 4. IMPACT BUDGETAIRE

Les travaux à réaliser sont résumés dans le tableau ci-dessous :

| Domaine      | Action  | Budget (€ HT)  |
|--------------|---|----------------|
| Ressource    | Aucune  | 0              |
| Adduction    | Création d'une déviation de l'alimentation du réservoir de Lacombe avec vanne régulatrice de pression en sol rocheux                  | 130 000        |
| Stockage     | Aucune  | 0              |
| Traitement   | Création d'une unité de traitement au chlore liquide au réservoir de Rabat  | 50 000         |
|              | Electrification du réservoir de Rabat pour permettre le fonctionnement du traitement  | 80 000         |
|              | Création d'un traitement UV pour le branchement de l'hôpital  | 10 000         |
| Distribution | Création de deux branchements avec compteur de distribution séparés et vanne régulatrice de pression pour le branchement « incendie » | 7 500          |
| <b>TOTAL</b> |   | <b>277 500</b> |

Ce chiffrage est provisoire car à ce jour nous ne disposons pas de tous les éléments nous permettant de déterminer avec précision l'impact budgétaire.